Rwanda : un opposant arrêté en mars au Burundi condamné à la perpétuité

@rib News, 18/09/2010 â€“ Source AFP Un tribunal rwandais a condamné vendredi l'opposant Deo Mushayidi à la prison à perpétuité après l'avoir reconnu coupable notamment de recrutement d'une rébellion contre le régime du président Paul Kagame, a-t-on appris auprès de l'un des ses avocats. "La Haute cour de la République a rendu un verdict de culpabilité et l'a condamné à la prison à perpétuité. Nous allons en appel", a indiqué Me Protais Mutembe, du barreau de Kigali. Sur les sept chefs d'inculpation pour lesquels il était poursuivi, la Cour en a retenu trois : "fausse déclaration pour l'obtention d'un passeport burundais, propagation de rumeurs incitant à la désobéissance civile et recrutement d'une armée pour aggraver le pouvoir en place", selon l'avocat. "C'est ce dernier chef qui lui a valu la perpétuité", a précisé Me Mutembe. Les autres infractions, dont la collaboration avec une organisation terroriste, l'idéologie du génocide et les pratiques "divisionnistes" ont été cartées par la cour. Me Mutembe a par ailleurs rejeté les rumeurs selon lesquelles son client aurait été enlevé de sa cellule mercredi et emmené vers une destination inconnue. "C'est un faux bruit. Il était allé répondre aux questions des juges français actuellement au Rwanda" dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, a expliqué le défenseur. M. Mushayidi n'était pas présent à l'audience cause d'une épidémie dans sa prison, toujours selon son avocat. "Il y a une épidémie de rougeole dans la prison et, par mesure de prévention, les détenus ne peuvent pas se rendre (au tribunal)", a-t-il expliqué. Tutsi et ancien cadre du Front patriotique rwandais (FPR), ex-rébellion au pouvoir depuis 1994 et parti du président Kagame, M. Mushayidi est président du Pacte de défense du peuple (PDP, parti d'opposition en exil). Lors de son procès débuté le 26 juillet, il avait clamé son innocence, reconnaissant seulement que depuis 2006, il voyageait avec un passeport burundais. L'opposant avait été arrêté le 5 mars au Burundi et remis aux autorités rwandaises.